

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

LUNDI 4 JUILLET 1977
N° 489 1,70 F

Commission Paritaire 56 942

(LIRE NOTRE ENQUÊTE EN P. 8)

La conquête des congés payés

LA FUITE RADIO ACTIVE DE PIERRELATTE

- 9 ouvriers touchés
- Black-out sur les conséquences futures
- Barre à Grenoble : le programme nucléaire continue

Après l'accident, les autorités se sont employées à minimiser ses conséquences, aidées en cela par les grands organes de presse.

Ainsi, *France-Soir*, samedi, titrait sur toute la largeur de sa première page : «*Accident à Pierrelatte : pas de danger atomique*». Les différents commentaires expliquaient que l'hexafluorure étant très faiblement radioactif, il n'y avait pas de danger. Barre lui-même déclarait lors de sa visite au plateau d'Albion : «*Tout sera fait pour que les populations sachent qu'elles ne sont pas exposées (...)* Le programme nucléaire sera poursuivi pour faire face à un pétrole qui coûte de plus en plus cher».

L'UF6, c'est un fait, est faiblement radioactif, les dangers de ce gaz ne sont pas liés à l'uranium qui entre dans sa composition mais au fluor dont personne ne parle. Pas de danger atomique, mais un grave danger chimique du fait de ce gaz très dangereux. La fuite de vendredi dernier ne devrait pas avoir pour l'environnement de conséquences graves, les quantités de fluor dispersées étant relativement faibles.

Par contre, pour les ouvriers qui ont inhalé l'hexafluorure, au moment de la fuite, même s'il n'y a pas d'effet immédiat, spectaculaire, les suites risquent d'être graves.



Vendredi vers 15 heures, lorsque le nuage a atteint le Tricastin, un début de panique s'est emparé des 5000 ouvriers qui travaillaient sur le chantier de la centrale nucléaire.

NAUSSAC

LA LOZÈRE ORGANISE SA RÉSISTANCE

Près de 200 représentants d'organisations de défense de la région se sont réunis aujourd'hui à Naussac pour prévoir les actions de l'été. Une coordination des comités de défense de la Haute Loire s'est créée, pour s'opposer aux 4 projets de barrages prévus dans la Haute-Loire (Naussac, Ville-rest, Serre de la Farre, Cublaise). Pour Naussac,

l'objectif est aujourd'hui de ralentir les travaux, par exemple en bloquant les routes. Ces actions sont prévues comme devant être pacifiques. Chaque week-end, des forums se tiendront sur le nucléaire, la justice... Un stand d'information sera installé en permanence. Mais le temps fort sera l'arrêt que fera à Naussac la marche Malville-Larzac, les 6 et 7 août ; lors de ces journées, la Lozère sera là pour protester contre les projets gouvernementaux.

● Inauguration des locaux du Dauphiné-Libéré : Barre ne connaît pas M. Hersant p. 2

● Afrique : la politique US se précise TF 1 : complaisance pour les mercenaires de Rhodésie p. 5

● Notre enquête sur le mouvement des femmes : face à la loi Veil p. 6

MÉTRO

Les nettoyeurs reprennent avec 100 F d'acquis

Les nettoyeurs du métro ont donc repris le travail ce samedi avec 100 F d'augmentation au 1^{er} juillet. Un résultat à ne pas négliger, mais force est de constater qu'on est très loin du compte surtout si l'on mesure la longueur du mouvement.

Tirer le bilan positif de cette grève, c'est, entre autres, comme l'affirmait un membre du comité de grève à propos de la politique attentiste de l'UD-CFDT et de son rôle de frein, surtout depuis quelques jours, continuer à «lutter pour que notre syndicat soit bien un syndicat de lutte».



(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 3)

PARTI SOCIALISTE

A propos du Portugal

Nouveaux affrontements internes

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 2)

O.U.A

Les divisions persistent

PALESTINE OCCUPÉE

Nouveaux plans de colonisation des sionistes en Cisjordanie

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 5)

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P. 4)

POLITIQUE

Parti socialiste : rendre ses chances à la droite

Dans sa rubrique hebdomadaire intitulée modestement «Ma part de vérité», Mitterrand répond cette semaine dans L'Unité aux propos de Chevènement (dirigeant de la minorité du PS), accusant de «trahison» le parti socialiste portugais. Pour défendre son ami Soares, ainsi cloué au pilori, Mitterrand ne manque pas d'arguments. Qu'on en juge : «Les socialistes, qui gouvernent seuls, préservent et consolident un acquis révolutionnaire auquel ils ont pris part, ... acquis plus large, plus décisif, aussi bien sur le plan agricole que sur les plans industriel et bancaire, que ne le sera le programme commun français au terme des 5 ans qu'il suppose». La liquidation de la réforme agraire, la restitution aux propriétaires fonciers des terres occupées par les paysans, l'intégration des coopératives ouvrières représentent donc un socialisme plus avancé que ce que nous pouvons attendre du programme commun. Voilà un précieux renseignement sur ce qui nous attend après 78.

Sondages indésirables

Le Parlement a adopté une loi interdisant, «pendant la semaine qui précède chaque tour de scrutin», et pendant le déroulement du scrutin lui-même, «la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage». Ce projet qui traîne depuis 1972 a subi maints remaniements et maintes amputations. Les opérations de stimulation de vote seront assimilées à des sondages d'opinion.

Et maintenant, les gaullistes

La PCF a constitué un groupe de travail commun avec les Gaullistes de Progrès, animés par Gallet. Ce groupe a pour but de poursuivre les échanges de vues entre les partenaires dans les domaines, économique et social, et de dégager les positions convergentes.

Barre soutient le P.R.

Au plateau d'Albion où il visitait, samedi, les forces aériennes stratégiques, Barre a déclaré : «Si les formations de la majorité se bornaient à constituer un syndicat de sortants purement électoral, je doute que les Français puissent alors leur faire confiance ; je regrette beaucoup que les problèmes d'organisation de la majorité en vue des élections donnent lieu à tant de manœuvres dont certaines sont vraiment subalternes. Je n'ai pas à émettre de sentiment personnel sur la date, de ce qu'on appelle le sommet de la majorité... Ce qui est important, c'est que la majorité puisse discuter des problèmes qui se posent, des conditions dans lesquelles elle affrontera les élections et les thèmes qu'elle défendra devant les Français».

Rien de nouveau donc de ce côté-là. Au sujet de la Défense Nationale, Barre a notamment déclaré : «Nous sommes capables de nous défendre, et si la France était attaquée, nous nous défendrons». N'ayant pas peur d'affirmer des évidences, il a ajouté : «un pays qui n'est pas capable de se défendre n'a pas de politique».

Giscard a Carpentras vendredi prochain

Giscard y prononcera «un important discours», nous assure-t-on ; il aurait donné des consignes pour qu'il n'y ait pas la moindre fuite et aurait demandé à ses collaborateurs de s'abstenir de commentaires sur le passé et l'avenir de la majorité.

Sondage

L'IFOP et le Journal du Dimanche ont rendu public un sondage sur la popularité des politiciens de droite et de gauche.

Veil est encore en hausse. On y apprend que Mitterrand «gagne» un point, Peyrefitte 5, Bergeron 4 et Chirac 3. Marchais, en revanche, en perd 1 ainsi que Fabre.

Selon les sondeurs officiels, la leçon à tirer de tout cela est que les querelles ne font pas baisser la popularité des «leaders»...

**Pour une issue révolutionnaire
à leur crise,
une arme, le Quotidien du Peuple
Améliorons-la en versant
pour les 10 millions**

Parti Socialiste

LE PORTUGAL SERT DE PRÉTEXTE À DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS INTERNES

Deux semaines après le congrès du parti socialiste, la polémique fait à nouveau rage entre les dirigeants des deux principales tendances. Coup sur coup, sous prétexte du voyage au Portugal du

premier secrétaire, Mitterrand lui-même d'un côté et, de l'autre, Chevènement, leader du CERES, ont pris la plume pour s'attaquer mutuellement.

Derrière la question : quelle attitude adopter par rapport à l'action du parti socialiste portugais, se cache en fait autre chose : un débat sur la ligne à suivre en France même. En effet, ce que le CERES reproche à la direction du parti socialiste, c'est de ne pas rester entièrement sourde à des voix qui l'appellent à gouverner sans le PCF, à l'image de son équivalent portugais. Les propos de Chevènement, dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine, sont à cet égard parfaitement explicites.

En effet, derrière «certains des congressistes de Nantes, et non des moindres», qui envisagent «la rupture de l'alliance» avec le PCF, la direction socialiste aura d'autant moins de mal à se reconnaître que Mitterrand est directement attaqué, ainsi que son «pouvoir personnel» au sein du PS. La nouvelle attitude du PS, rendant coup pour coup dans la polémique ouverte lors de la renégociation du programme commun, au lieu de se cantonner dans une apparence benoîtement unitaire comme c'était le cas face aux attaques du PCF en 1975, peut naturellement donner un aliment à ces suppositions.

Cependant, il serait douteux qu'une telle rupture, au demeurant toujours possible, intervienne dès le lendemain d'une éventuelle victoire électorale de l'union de la gauche : Mitterrand lui-même a soigneusement pris la peine de l'écartier, il y a une semaine dans son intervention au club de la presse. Il y a plus : quel que soit le rapport de forces électoral actuel entre PS et PCF, il serait bien difficile au premier, après avoir, des années durant, fondé sa tactique sur l'union de la gauche, de la rompre du



Maurois et Soares : Le CERES soupçonne la direction socialiste d'envisager une solution «à la portugaise».

jour au lendemain. La condition préalable résiderait dans le développement de tensions réellement éprouvées dans la gestion des affaires, qui fourniraient la justification de cette volte-face. On n'en est pas encore là.

Aussi, dans le moment où les tensions sont pourtant bien réelles, à l'occasion de la renégociation du programme commun, l'échange d'arguments entre les dirigeants socialistes tient plutôt à la «remise en ordre» interne dont le Congrès de Nantes s'est voulu l'annonciateur : y a-t-il ou non, de la part du CERES, rupture de la discipline ? Y a-t-il ou non, de la part de la direction socialiste, cette «dérive» vers la droite tant

dénoncée par le CERES ? C'est sur ces deux terrains que les adversaires sont en train d'essayer leurs forces en prévision de nouveaux affrontements.

Ce que Chevènement comme Mitterrand se sont bien gardés de signaler l'un et l'autre, c'est l'unité ponctuelle qui vient de se réaliser entre Soares et Cunhal au parlement portugais. Il est vrai qu'il s'agissait d'adopter une nouvelle loi anti-grève. A Paris comme à Lisbonne, ne court-on pas le risque que, demain, l'unité entre PS et PCF se réalise essentiellement lorsqu'il s'agira de s'opposer aux luttes des travailleurs.

Jean LERMET

Le dossier de la querelle

● Mitterrand (L'Unité, 1^{er} juillet) :

—«Que pensais-je de la déclaration de Jean-Pierre Chevènement à Nantes : «Ni périr comme au Chili, ni trahir comme au Portugal ?» (...) Après tout, les socialistes, qui gouvernent seuls, préservent et consolident un acquis révolutionnaire auquel ils ont pris part autant que d'autres (...) Incriminera-t-on Mario Soares et son parti d'avoir imposé, après cinquante ans d'arbitraire, le retour au suffrage universel et rendu par là ses chances à la droite ? Voilà bien le risque. Mais le suffrage universel, on l'assume ou on le rejette. Le rejeter est expéditif et commode (...) Je ne suis pas de ceux-là. Le parti socialiste non plus. (...) Non, le socialisme au Portugal n'a pas trahi».

● Chevènement (Le Nouvel Observateur, 4 juillet) :

—«1^o) L'union de la gauche peut se briser au lendemain d'une victoire électorale, qui n'est d'ailleurs pas acquise ; 2^o) Cette issue «portugaise», pronostiquée et encouragée par une fraction de la droite, signifierait notre échec ; 3^o) la consolidation de l'union de la gauche sur la base d'un programme clair et cohérent, c'est aussi et dès aujourd'hui l'affaire des socialistes ; 4^o) Si Mario Soares est évidemment préférable, comme l'a rappelé François Mitterrand à Nantes, à Salazar et à Caetano, ce n'est quand même pas, pour nous, une référence. A tout prendre je préfère Caramanis ou Adolfo Suarez, qui, eux au moins, ne se réclament pas du socialisme».

—«Depuis quelques jours, je n'hésite plus — et croyez que je mesure la gravité de mon propos : consciente ou non, il se développe aujourd'hui dans la gauche une «ligne Soares». J'entends par là la pseudo-logique qui, au nom de la liberté prétendument menacée par le fantôme de la démocratie populaire, conduit, ou veut conduire à nouveau, les socialistes à se rejeter dans les bras de la droite».

Inauguration des locaux du Dauphiné Libéré

BARRE NE CONNAIT PAS M. HERSANT

«S'inspirer des principes qui nous ont conduit dans la mise en place de la réforme de la radio-télévision : (...) non-intervention du gouvernement, respect des équilibres entre les différentes tendances de pensées (...)»

Il faut que Barre soit dénué de tout sens du grotesque pour prendre une telle référence dans la déclaration qu'il a faite lors de l'inauguration de la nouvelle

imprimerie du Dauphiné Libéré à Grenoble. Il ne s'en est d'ailleurs pas tenu là et s'est permis de déclarer que «la liberté de la presse doit être protégée par l'État de toutes pressions extérieures, tant en ce qui concerne la fabrication que la diffusion des journaux». Sans le vouloir, l'ancien président de la Société des Rédacteurs du Figaro lui répond en décrivant dans Le Nouvel Observateur la juteuse affaire

que constituait Le Figaro au moment où celui qui se nomme lui-même «la bête de presse» l'a pris en main. Barre peut faire toutes les déclarations qu'il veut, il n'empêchera pas cette vérité que sa conception de la liberté de la presse c'est celle de l'argent, et que «la neutralité des supports» dont il parle c'est l'étalage de l'idéologie du capital.

avoir l'impudence de parler de «liberté de la presse» et «d'équilibre des tendances» alors que c'est sous son régime que de multiples titres disparaissent ou survivent difficilement, alors que M. Hersant achète, concentre, licencie, épure.

Tout cela, sans que M. Barre en prenne ombre !

Comment Barre peut-il

F.M.

LUTTES OUVRIÈRES

Usinor Thionville

LE PLAN DE FERMETURE ENTRE EN APPLICATION

Implacablement, le plan de fermeture d'Usinor Thionville, entre progressivement en application. A l'aciérie Thomas, depuis le 30 juin, c'est 3 postes sur les 4 qui sont supprimés. Aux laminoirs, à partir du 4 juillet, c'est un poste sur les 4 qui est supprimé. À l'aciérie Thomas et les laminoirs resteront définitivement arrêtés. Seule l'aciérie électrique, la forge et le haut fourneau reprendront leur activité, et le haut fourneau, seulement, jusqu'à la fin de l'année.

Sur les 4 000 emplois que comptait l'usine, il ne devrait en rester qu'un peu plus de 1 000 en septembre. Déjà un nombre important de travailleurs écourtés par l'absence de perspective de lutte, ont quitté l'usine, acceptant les mutations, les départs volontaires. Mais pour la direction d'Usinor, ce n'est pas suffisant, il faut que le rythme des départs s'accélère !.

Après les congés, les personnes ayant plus de 56 ans et 8 mois, seront mises en «cessation anticipée d'activité».

Pour les autres, ce sont les mutations sur Longwy, Fos ou Dunkerque.

Ceux qui auront refusé deux offres de mutation, seront eux aussi licenciés.

On fait pression aussi sur les travailleurs immigrés pour qu'ils rentrent dans leur pays. On a proposé à certains d'entre eux l'embauche à Citroën, ou aux Houillères de Lorraine. Certains travailleurs immigrés n'ont pas reçu de lettres de demande de mutation. Ils sont dans l'incertitude. Vont-ils être licenciés purement et simplement et renvoyés dans leur pays ? Les contremaîtres passent dans les ateliers en demandant ceux qui sont mariés, qui ont des enfants. Des ouvriers sont obligés de partir pour Fos ou Dunkerque, tel celui-ci que nous avons rencontré, dans son jardin : «Il va falloir quitter les copains de boulot, pour certains déjà, ils sont mutés à gauche et à droite. On m'a proposé Fos ou Dunkerque ; mais je vais tout faire pour essayer d'avoir Longwy. Comme ça, je pourrai au moins garder ma maison à Thionville, même

s'il faut faire plus de 40 km par jour pour aller travailler».

C'est aussi comme beaucoup de ses camarades avec le sentiment d'avoir été trahi par la direction de la CGT d'Usinor, direction accaparée par les membres du PCF, qu'ils partent.

LE PCF A TOUT FAIT POUR ETOUFFER LA VOIE DE LA LUTTE

Le 14 avril, alors que 15 000 personnes exprimaient, dans les rues de Thionville, leur volonté de lutte, tout était possible. L'occupation de l'usine est alors une idée dans l'air ; même si dans la tête d'un certain nombre de travailleurs, il y avait des hésitations par rapport à cette idée. Ils voulaient avoir des garanties pour que l'occupation soit victorieuse. La direction de la CGT d'Usinor aux mains du PCF a alors tout fait pour obscurcir la voie de l'occupation, la voie de la lutte. Et maintenant, la municipalité de Thionville, dirigée par le PCF, ose venir devant le portier principal d'Usinor tenir une séance du conseil municipal : «Il est encore possible de faire reculer le patronat et le gouvernement». De qui se moque-t-on ? Les travailleurs ne se faisaient guère

d'illusion sur cette mise en scène. Alors que la CFDT avait appelé à un débrayage pour ce conseil municipal, c'est à peine deux cents personnes qui ont assisté à la séance, et ces deux cents personnes étaient loin d'être toutes satisfaites en repartant ; on peut en juger par la réflexion d'un groupe d'ouvriers qui étaient là : «Si c'est pour ça qu'on nous fait débrayer, on aurait mieux fait de travailler, on n'aurait au moins pas perdu notre salaire».

UN «BAROUD D'HONNEUR» ?

Lundi, l'intersyndicale CGT-CFDT lançait un dernier «baroud d'honneur» avant les congés. Elle appelait à un débrayage dans l'usine. Si la grève a été suivie dans l'ensemble le matin, et si elle a continué l'après-midi à l'aciérie Thomas, c'est à peine 60 personnes qui ont assisté au meeting qui s'est tenu le matin devant le portier principal de l'usine. Pour les travailleurs, il était clair que cette journée de grève ne pouvait pas renverser la vapeur. Les résultats des élections des délégués du personnel qui se sont tenues récemment sont significatifs : sur plus de 3 200 inscrits, plus de 1 300 personnes n'ont pas voté. Si dans

cette situation, l'écart est grand chez les travailleurs, il y a aussi la volonté chez les ouvriers les plus conscients de comprendre ce qui s'est passé, d'en tirer les leçons, de se rassembler.

POUR UN BILAN POLITIQUE

C'est cette volonté qu'a exprimée un ouvrier d'Usinor qui a pris la parole dimanche 19 juin, au rassemblement que tenait le PCR à Thionville : «(...) aujourd'hui, les ouvriers d'Usinor qui sont pour la lutte se demandent ce qu'il faut faire. Nous savons que la situation est plutôt désespérée. Si nous ne repartons pas maintenant sur de nouvelles bases, les maîtres des forges auront gagné. A travers Usinor-Thionville, c'est tous les sidérurgistes de France qui sont visés parce que le plan de restructuration de la sidérurgie est un plan global, qui ne concerne pas seulement notre usine mais toute la sidérurgie. La restructuration à Usinor Thionville, c'est un peu un test pour les maîtres des forges. Si nous n'arrivons pas à les faire reculer, les licenciements vont se faire massivement dans toute la sidérurgie. C'est un fait que par rapport au début de la lutte, la situation n'est



Contre les plans des maîtres de forges, rassembler les forces pour la lutte.

plus la même. Il y a eu beaucoup de départs, et beaucoup vont partir encore. Ce n'est pas parce que cela leur plaît, mais parce qu'ils ne voient plus comment continuer la lutte. Ils n'y croient plus. C'est enfin aussi que nous ne voyons pas bien comment on peut lutter dans la situation de division et de démoralisation qui existe aujourd'hui. C'est sûr que nous ne pouvons gagner dans ces conditions. Dans quelles conditions, pourrions-nous gagner ? Nous sommes nombreux à Usinor à être pour la lutte, à réfléchir dans notre coin à ces problèmes, à essayer de comprendre pourquoi nous n'avons pas réussi à mener notre lutte alors que la volonté de lutte existait, pourquoi la situation a pourri, pourquoi ailleurs cela a-t-il été possible de gagner, et pourquoi à Usinor, ça n'a pas été possible jusqu'ici. Nous sommes nombreux à nous poser ces questions, et nous ne nous connaissons même pas. Aujourd'hui, la

nor que de là, que des ouvriers qui sont pour la lutte, qu'ils soient syndiqués à la CGT, CFDT ou non syndiqués, et la première chose, c'est de nous connaître, de nous regrouper, de nous unifier et de nous organiser pour prendre en main la direction de la lutte. Nous les ouvriers qui sommes pour la lutte, nous appelons tous nos camarades d'Usinor à venir nous rejoindre. C'est en nous unissant que nous pourrions gagner, que nous ferons reculer les maîtres des forges».

Ce rassemblement, c'est ce à quoi travaille notre Parti, afin que les ouvriers les plus conscients tirent le bilan de ce qui s'est passé, non seulement pour la lutte immédiate, mais aussi qu'ils en tirent les leçons politiques, afin qu'ils viennent construire avec nous le parti communiste dont la classe ouvrière a besoin.

Correspondant Thionville

Les nettoyeurs du métro votent la reprise

100 F D'ACQUIS DES MAINTENANT

A l'issue de l'assemblée générale du 1^{er} juillet, les nettoyeurs du métro en grève depuis un mois ont voté le principe de la reprise du travail à une faible majorité, après avoir examiné les propositions patronales.

Pendant un mois les nettoyeurs se sont battus avec acharnement contre des patrons intransigeants et contre la répression. Celle-ci depuis l'appel à la reprise du travail par la CGT, s'était considérablement accrue. Arrestations de grévistes, protection par les CRS des briseurs de grève, présence provocatrice de gardes mobiles au dernier rassemblement, et la claire affirmation par le secrétaire d'État aux Transports que les dernières propositions patronales devaient être acceptées, tout cela avait développé chez les travailleurs la conscience que la lutte serait de plus en plus dure. Pour la mener à bien, il était clair que des actions offensives, un large mouvement de soutien étaient nécessaires. Mais l'UD CFDT parvint toujours à limiter l'ampleur des mobilisations : popularisation réduite à des sections syndicales, refus de la riposte vigoureuse voulue par les travailleurs face aux manœuvres de la direction

CGT. Le comité de grève, particulièrement dynamique, et fort de la confiance des grévistes, ne parvint jamais à imposer à la direction CFDT sa tactique offensive. Une partie du comité de grève, excédé par les manœuvres réformistes, tenta de mettre l'UD au pied du mur, recevant l'appui des nettoyeurs.

L'UD CFDT prétendit que c'était le syndicat en tant qu'organisation des travailleurs, qui était visé, essayant par là de mieux imposer ses vues, alors que le comité de grève remettait en cause la ligne défaitiste (à maintes reprises, il affirmera la nécessité de renforcer le syndicat sur des bases de classe).

L'UD s'appuiera aussi sur certaines illusions de travailleurs s'en remettant au secrétaire de l'UD CFDT de Paris «Parce qu'il connaît mieux la loi et qu'il parle mieux que nous». Ainsi l'unité des grévistes fut-elle affaiblie, alors que l'intransigeance accrue de la bourgeoisie au moment où financièrement il était plus difficile de tenir, exigeait qu'elle se renforce.

Les dernières propositions patronales, sans être négociables, sont loin de satisfaire totalement les revendications : 100 F au 1^{er} juillet,

plus 2 % en Octobre, 780 F de prime de fin d'années, 59 francs de majoration de salaire par dimanche travaillé ; des vestiaires décents, et l'aménagement d'un système de sécurité pour le travail sur les voies. Après l'exposé des propositions, le secrétaire de l'UD ne macha pas ses mots : «Nous avions dit que nous avions une dernière carte à jouer pour débloquer la situation. Nous l'avons jouée hier au secrétariat d'État... On ne peut pas tromper 950 travailleurs, et ce serait les tromper que de dire que nous pourrions obtenir autre chose que ce que nous avons obtenu en continuant la grève». A cela un membre du comité de grève devait répondre : «Dans le cas où le principe de la reprise serait voté, je précise bien dans ce cas, on ne peut le faire qu'après engagement écrit des patrons. Si nous continuons, nous pourrions obtenir d'autres choses, mais en comptant sur nos propres forces, car l'UD CFDT ne nous soutiendra pas». Avant de passer au vote, un débat animé opposa l'UD CFDT et le comité de grève. «Reprendre, d'accord, mais il ne faut pas voter la reprise tant que les patrons ne cèdent pas

le paiement des heures de grève». Mais finalement, on résolut de passer au vote. On vota à mains levées, et il sembla que la majorité était pour le principe de la reprise, quoique aucun comptage ne fut fait.

Rendez-vous était pris le soir même pour une nouvelle assemblée générale afin de rendre compte aux grévistes des négociations qui devaient avoir lieu l'après-midi, sur le paiement des heures de grève.

Vers 19 h, la délégation de la CFDT et du comité de grève qui était allée négocier le paiement des heures de grève fit son compte rendu au siège de l'UD CFDT. Les patrons, forts de ce que l'UD avait fait voter le principe de la reprise aux travailleurs, refusèrent d'accorder autre chose qu'une avance de 1 000 F remboursable en quatre fois.

A la sortie le débat se prolongea vivement sur la justesse des décisions prises, et sur l'attitude de l'UD pendant la grève. Un membre du comité de grève résumait ainsi les leçons de la lutte : «Nous n'avons pas entière satisfaction, et la lutte continue. D'abord pour que les

acquis soient confirmés et maintenus, pour renforcer l'organisation syndicale, pour que notre première lutte ne soit pas perdue. Mais il faudra lutter pour que notre syndicat

soit bien un syndicat de lutte, se débarrasser de l'influence de la direction. Nous avons montré notre combativité. Nous gagnerons d'autres luttes».

Besançon : les «Lip» devant Le Frantel

Toutes les notabilités locales franc-comtoises, à commencer par Edgar Faure, s'étaient rassemblées hier matin pour inaugurer un petit tronçon d'autoroute de Montbéliard à Séchin. Puis, c'était la ruée vers l'hôtel Frantel de Besançon pour un dîner de têtes dans la meilleure tradition. Les «Lip», à une bonne centaine, ont bien tenté de troubler l'appétit des élus mais ont été tenus à bonne distance du lieu des agapes par une floraison d'escadrons de flics. «Comme quoi, s'il n'y a pas beaucoup de flics pour faire la circulation sur la route des vacances, il y en a largement assez pour faire un bouchon devant le Frantel !» disait-on hier en plaisantant à Besançon. Le conseiller régional du PCF avait trouvé un moyen plus original pour se faire remarquer avant d'aller s'asseoir à la table d'Edgar Faure : il s'était fait accompagner par ses amis qui manifestaient sur l'unique thème bleu-horizon : «fabriquons français pour consommer français !».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Répression au 512^e GTL
(St Lo - Manche)

4 SOLDATS EMPRISONNÉS

Le jeudi 16 juin, avait lieu une réunion de soutien aux luttes des soldats à laquelle ont participé quatre de nos camarades. Hascouët (76/08) ; Lelann, Besnard et Izobel (tous les trois de la 77/04). Evidemment, les RG et la SM étaient là. Le soir-même, nos quatre camarades sont mis aux arrêts de rigueur. L'affaire est vite arrivée sur la place publique : une manifestation d'une centaine de personnes exige la libération de nos quatre camarades le samedi 24 juin ; des manifestations ont lieu en Bretagne car nos camarades sont Bretons. Devant l'ampleur de l'affaire *Ouest-France* publie une interview du lieutenant co-

lonel Prévost qui veut étouffer l'affaire. A la caserne, on en parle entre nous, comment défendre nos camarades, nous attendons un grand soutien extérieur. L'état-major hésite, ne prend aucune décision ; les dernières nouvelles seraient : 60 jours de prison pour Hascouët et un mois pour les trois autres. Nous avons pleinement conscience du rôle de l'armée, nous n'acceptons pas qu'on frappe nos quatre camarades. Nous nous sentons, nous aussi, attaqués.

A bas la répression !
Libérez nos quatre camarades.
Des soldats du 521^e GTL

Max Siméoni : «Je reste dans le maquis»

Max Siméoni, ex-dirigeant de l'APC (Association des Patriotes Corsés), passé au maquis le 22 août 1976 après le dynamitage de la cave du colon Cohen-Skalli, a tenu dans le maquis une conférence de presse. Il a dénoncé «les grossières provocations politico-administratives et policières» contre le mouvement corse. Et il a indiqué que «des fonctionnaires de tutelle et des policiers recrutent et poussent à la délinquance contre nous une faune dont les vertus corses ne sont pas les qualités premières». Il a réaffirmé qu'il ne quitterait pas le maquis tant que se poursuivrait la politique répressive.

Les habitants du marais jugés indésirables au cocktail de la RIVP

Dans un communiqué commun, l'intercomité du Marais et Écologie 1^o, 2^o, 3^o et 4^o dénoncent la réception que leur a fait la RIVP jeudi dernier. La RIVP (Régie Immobilière de la Ville de Paris) donnait ce jour-là un cocktail au pavillon Gabriel à Paris.

Les habitants du Marais qui n'y étaient pas conviés, s'y sont invités pour demander des comptes à ce promoteur qui veut les expulser. Mais ils n'ont pas pu s'approcher du lieu du cocktail, un nombre important de forces policières s'étaient déployées pour en empêcher l'accès.

Néanmoins, les habitants du Marais ne se sont pas laissés intimider : «Ils restent décidés à refuser la rénovation RIVP qui montre son vrai visage en cette circonstance».

Recul du pouvoir : interdiction de l'amiante pour les revêtements

Dans le journal officiel d'hier, est publié un décret interdisant l'emploi de l'amiante comme matériau de revêtement. Il aura fallu pour arriver à cette décision des dizaines de luttes dans des écoles, C.E.S. : école de La Savinière à Marseille, lutte des travailleurs de Jussieu, contre l'emploi de l'amiante en flocage mou.

Aboutissement de plusieurs années de luttes, ce décret est une première victoire. Il reste à obtenir pour les bâtiments où l'amiante est utilisée que des travaux soient entrepris pour empêcher tout danger. Il reste également à imposer les mesures de sécurité dans les usines où les ouvriers travaillent l'amiante.

Beullac contre les 90%

Beullac, le ministre du chômage, a critiqué au cours d'un dîner-débat l'indemnisation à 90% des travailleurs licenciés pour raisons économiques et déclare que, s'il n'entendait pas «remettre en cause l'indemnisation à 90% du salaire pendant un an», il estime qu'un système dégressif tous les trois mois aurait été préférable.

Fuite de fluor à Pierrelatte

9 TRAVAILLEURS TOUCHÉS DES CENTAINES EN DANGER PERMANENT

Vendredi 1^{er} juillet, 14 h 40, à l'usine Comurhex de Pierrelatte, un sifflement et un nuage blanc qui s'élevait lentement dans les airs. L'équipe de sécurité et des ouvriers se précipitent et arrêtent la fuite rapidement. Mais ces quelques instants ont suffi pour que se produise une fuite importante d'hexafluore d'uranium (UF6). Au cours du charge-

ment d'un cylindre contenant 8,5 tonnes d'UF 6 sur un camion, un tuyau de remplissage a été arraché par suite d'une fausse manœuvre, aussitôt l'hexafluore s'échappait. 9 personnes qui ont pu inhaler ce gaz ont été placées sous surveillance. La circulation automobile a été détournée aux abords de l'usine pendant plusieurs heures.

Après l'accident, les autorités s'employaient à minimiser ses conséquences, aidées en cela par les grands organes de presse. Ainsi *France-Soir*, samedi, titrait sur toute la largeur de sa première page, «Accident à Pierrelatte : pas de danger atomique». Les différents commentaires expliquaient que l'hexafluore étant très faiblement radio-actif, il n'y avait pas de danger. C'est un fait, l'UF 6 est faiblement radio-actif, les dangers de ce gaz ne sont pas liés à l'uranium naturel qui entre dans sa composition, mais au fluor. Et justement de ce gaz très dangereux, personne ne parle. Pas de danger atomique, certes, mais un grave danger chimique. Lorsqu'il s'échappe dans l'atmosphère, l'hexafluore se combine avec la vapeur d'eau et se transforme en acide fluorhydrique qui est très corrosif, tandis que l'uranium s'oxyde et retombe. La fuite de vendredi dernier ne devrait pas avoir pour l'environnement de conséquences graves, les quantités de fluor dispersées étant relativement faibles.

Par contre, pour les ouvriers qui ont inhalé l'hexafluore au moment de la fuite, même s'il n'y a pas d'effet immédiat spectaculaire, les suites risquent d'être graves.

LES DANGERS DU FLUOR

Leurs vêtements ont été immédiatement brûlés, et plusieurs d'entre eux ont été placés en observation 24 heures. Par des analyses d'urine, on connaît la dose d'uranium radioactif qu'ils ont inhalé, tout en sachant qu'une certaine quantité s'est fixée sur les reins. Mais ce n'est pas le plus inquiétant, car il s'agit d'uranium naturel faiblement radioactif et dans une quantité minime. La quantité d'uranium trouvée dans les urines permettra de connaître, en faisant un calcul simple, la quantité de fluor absorbé, car ce fluor, il n'y en aura pas trace dans les urines, il restera fixé dans l'organisme et c'est là tout le danger. Dans l'organisme, le fluor agit sur les os et peut provoquer des cancers. Dans 10, 15 ou 20 ans, certains mourront peut-être d'un cancer des os, ou souffriront de déformations osseuses. Il n'est pas possible de dire à partir de quelle dose agit le fluor, le moins contaminé peut être le plus menacé, tandis que les plus



L'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte.

contaminés n'auront pas de séquelles, il n'y a pas de seuil et de règles définies d'après l'état actuel des connaissances, dans l'action du fluor sur l'organisme. Une seule chose est sûre c'est qu'il existe des risques de maladies osseuses pour les neuf travailleurs contaminés.

COMURHEX : LE MÉPRIS DE LA SÉCURITÉ

L'accident qui s'est produit à la Comurhex vendredi est-il le fruit d'un malheureux concours de circonstances selon la terminologie consacrée ? Jamais un accident du travail n'est le fruit du hasard, il y a toujours à l'origine la quête acharnée du profit par le patronat. A Comurhex, les responsabilités de la direction sont, encore plus nettement qu'ailleurs, évidentes. L'accident de vendredi était spectaculaire, il a fait parler de lui dans la presse, ce n'est pourtant pas le premier ni même le plus grave qui s'est produit dans cette usine où les travailleurs sont en permanence dans des conditions de travail dangereuses.

Le 22 décembre, à l'appel de la section syndicale CFDT, les ouvriers faisaient une grève de 24 heures pour exiger des mesures minimales de sécurité. Le 16 décembre, la direction avait annoncé que l'eau de la cantine était contaminée. D'après les relevés, il y a eu à une époque 16mg/l de fluor (alors que la dose maximum admissible est de 1mg/l) et 2,45mg/l d'uranium (dose maximum 1,8mg/l).

La veille de l'accident, la section syndicale CFDT était intervenue auprès du préfet pour lui faire part des problèmes de sécurité, 28 articles de l'arrêté de classe-

ment n'étant pas respectés. En salle d'électrolyse, l'atmosphère est polluée continuellement en fluor, des locaux sont pollués à l'uranium, la ventilation et l'aspiration d'urgence ne sont pas installées, c'est la cause de l'intoxication de six

personnes, le 11 juin. Aux demandes pressantes des travailleurs, la direction de Comurhex répond par le mépris. Et c'est ce mépris de la sécurité qui est responsable du dernier accident.

S. LIVET

COMURHEX filiale de PUK

La Comurhex (société pour la conversion de l'uranium en métal et en hexafluore) est une filiale de PUK à 51%, le CEA détient 39% du capital et Saint Gobain 10%. C'est la seule usine française de conversion et de raffinage de l'uranium. Elle transforme les lingots d'uranium en tétrafluore UF 4 à Malvési, destiné soit à une transformation ultérieure en uranium-métal, soit à une transformation en hexafluore UF 6 à l'usine de Pierrelatte pour l'enrichissement. Il n'y a dans le monde occidental que 5 usines de conversion de l'uranium : Comurhex en France, une en Angleterre, une au Canada et deux aux USA. L'hexafluore est ensuite pour une faible partie enrichi à Pierrelatte et principalement envoyé pour enrichissement aux USA et en URSS. Les capacités de production de Comurhex sont actuellement de 6 000 tonnes d'uranium contenus ! Il est prévu de les doubler avant 1980.

En bref... En bref...

● TOUR DE FRANCE : ATTENTAT

Au passage du Tour de France à la frontière franco-espagnole, l'explosion d'une bombe a fait tomber un rocher sur la caravane publicitaire. Deux spectateurs ont été blessés. Pour l'instant, aucune organisation n'a revendiqué l'attentat.

● SAINT CLAIR DU RHONE (Isère)

Les habitants de la Commune de Saint-Clair du Rhône devaient se prononcer hier sur le projet d'implantation d'une centrale à Saint-Maurice - Saint-Alban. Il y a eu 427 voix contre et 60 pour 1 000 personnes se sont abstenues.

● CORSE : Une bombe a explosé dans un camping près d'Aléria. Il n'y a pas eu de victimes.

● FIN DU CONGRES DU SNI

Lors de son congrès, le SNI a réaffirmé son opposition à la réforme Haby. La décision d'un boycottage de la réforme à la prochaine rentrée a été prise.

Afrique

LA POLITIQUE US SE PRÉCISE

Au cours d'une conférence vendredi, le secrétaire d'État américain Cyrus Vance a donné d'importantes précisions sur la politique de l'impérialisme US en Afrique. Reprenant, de manière plus atténuée les déclarations de Young, il a menacé les régimes racistes d'Afrique Australe de représailles s'ils n'engageaient pas de négociations. Il faut bien voir les limites de telles menaces : s'il est vrai que l'impérialisme US exerce des pressions, il s'abstient cependant d'appliquer des sanctions économiques qui feraient s'effondrer les régimes racistes de Smith et Vorster.

Vance a affirmé que la politique américaine devait être «positive», ajoutant : «Une politique négative qui cherche seulement à s'opposer à l'intervention soviétique et cubaine serait à la fois dangereuse et futile. Le meilleur moyen est d'aider à résoudre les problèmes qui créent des occasions pour une intervention extérieure». Ainsi se confirme la volonté de l'administration Carter d'utiliser tous les moyens autres que militaires pour faire face à l'influence et aux ingérences de l'URSS en Afrique. Les États Unis veulent isoler l'URSS en la désignant comme interven-



Young, champion de la nouvelle politique US en Afrique.

tionniste, et se poser comme «arbitre» afin d'installer en Afrique Australe des régimes africains «modérés» qui ne remettent pas en cause les intérêts américains. C'est le but du plan anglo-américain pour le Zimbabwe qui se met actuellement en place.

D'autre part, Vance a souligné qu'il suivait avec attention la situation dans la corne de l'Afrique, en particulier en Éthiopie. Il n'a pas exclu la possibilité de li-

vraisons d'armes : «Nous considérons avec sympathie les appels pour une assistance venant d'États qui sont menacés par l'accumulation d'équipements militaires et de conseillers militaires étrangers à leurs frontières, dans la corne ou ailleurs». Il s'agit d'avances à peine déguisées à la Somalie et au Soudan qui peuvent entrer en conflit avec l'Éthiopie et qui auraient besoin de matériel militaire de rechange que

l'URSS ne leur fournira pas. Ainsi la reconsidération des ventes d'armes par Carter, faite au nom des principes «humanitaires», lui donne la possibilité d'interventions sélectives à des points décisifs. De plus, l'intervention française au Zaïre a montré au président américain que, la crainte des interventions soviétiques est telle en Afrique, que cela crée une situation dont les impérialismes occidentaux peuvent espérer tirer parti.

La course aux armements et la santé de Brejnev

Après la décision de Carter de développer la production des missiles Cruise, un commentaire de l'agence Tass accuse les USA d'accélérer la course aux armements. Citant les missiles et la bombe au neutron, l'agence soviétique dénonce la «création d'un arsenal de guerre» et affirme que le succès des négociations SALT est remis en cause.

En même temps, on apprend que les négociations en cours pour une rencontre Carter-Brejnev seraient en difficulté : en effet les Russes voudraient qu'elle soit «bien préparée», c'est-à-dire précédée de concessions américaines. Dans ce contexte, on comprend mieux pourquoi des rumeurs persistantes sont répandues par la presse américaine au sujet de la santé de Brejnev qui, d'après des propos attribués à Giscard, serait «incapable de négocier». Alors que Carter s'était engagé à conclure cette année un accord sur les SALT et à rencontrer Brejnev, il est commode d'attribuer le refus soviétique à la santé de Brejnev.

Palestine occupée : De nouvelles colonies prévues

Le gouvernement israélien n'a pas attendu longtemps pour commencer ses travaux de colonisation : en Cisjordanie, le Likoud a pris en charge 5 colonies, dont 3 nouvelles et vont être installées près de Jéricho, de Ramallah et de Beit Sirah. La colonisation «sauvage» des groupes religieux est officialisée : la colonie de Kfar Kaddoum près de la ville de Naplouse va être agrandie par le gouvernement, elle avait été créée par le groupe Gosh Aymonim.

D'autre part, le parti national religieux, qui a des postes importants dans le gouvernement, dont le ministère de l'Intérieur, a demandé la création de 20 colonies en Cisjordanie dans les 6 mois prochains.

Le vice-président syrien à Paris

Vendredi, Abdel Halim Khaddam, le vice-président syrien est arrivé à Paris où il a rencontré Giscard et Guiringaud. Commentant la déclaration des Neuf sur le Moyen Orient, Khaddam s'est déclaré satisfait car selon lui cette déclaration «exprime le fait que toute solution durable et juste au Proche-Orient doit être fondée sur deux postulats fondamentaux : le retrait israélien des territoires occupés et la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien». La déclaration des Neuf sur le Proche Orient insiste aussi sur le fait que l'État sioniste doit être reconnu par les États arabes et que cette reconnaissance est une condition à la «paix durable». Cette position est un alignement sur celle des Américains, elle cherche à faire pression sur les pays arabes, à les faire reculer, alors que l'agresseur est Israël.

Grande-Bretagne : démission du président de l'Office National des Entreprises

L'Office National des Entreprises a été créé par le gouvernement de Wilson pour relancer l'industrie. Son président avait été élu il y a 18 mois et devait rester encore à son poste pour 3 ans et demi. Les causes de cette démission restent encore mal expliquées. Certains milieux britanniques pensent que le président était insatisfait des mesures que le gouvernement l'obligeait à prendre, comme de prendre en charge des entreprises, comme la British Leyland, pour des buts politiques, électoraux, et non pas économiques.

OPEP : Le pétrole, instrument de négociation

Après les décisions prises par les pays de l'OPEP pour unifier les prix du pétrole, Perez, président du Venezuela, a affirmé qu'il faudrait envisager de nouvelles hausses dans l'avenir. D'après lui, le prix du pétrole doit être lié aux négociations entre pays industrialisés et pays du Tiers-Monde : «Le pétrole sera un instrument de négociation» dans la lutte pour un nouvel ordre économique international.

D'autre part, la Libye et l'Irak ont déclaré qu'ils attendaient que l'Arabie Saoudite déclare officiellement la hausse de 5% de son pétrole pour se conformer à la décision de l'OPEP de ne pas appliquer la hausse prévue en juillet, afin d'unifier les prix.

TF1 : Complaisance pour les mercenaires de Rhodésie

La télévision française, qui se trouvait du côté des Américains au Vietnam, et des fascistes au Liban, et qui, interviewe amicalement le dicateur fasciste brésilien Geisel, ne peut que se trouver du côté des racistes en Afrique Australe, alors que Giscard fait des déclarations sur le «pouvoir de la majorité». C'est ainsi que vendredi soir, TF 1 nous proposait un reportage sur Salisbury, la capitale des racistes. Et, sans aucun commentaire, en fait avec une certaine complaisance, on nous a présenté l'interview d'un mercenaire français. Celui-ci, ancien étudiant en droit (sans doute à Assas ?) se présente comme un idéaliste, menant une «aventure personnelle», désintéressé («il ne gagne pas grand chose» dit-il), et venu «défendre un pays où tout va bien contre une agression venant de l'extérieur». Au moment où le soutien au Zimbabwe et aux pays de première ligne agressés se renforce et s'élargit dans le monde, TF 1 laisse un fasciste faire sa propagande.

Rhodésie : attentat des patriotes à Victoria Falls

Les combattants patriotes du Zimbabwe ont tiré au mortier sur un casino de luxe à Victoria Falls. Ils ont fait d'importants dégâts matériels. Comme l'année dernière à la même époque, les patriotes multiplient les attentats dans les zones touristiques pour en chasser les touristes occidentaux dont la venue constitue une aide à l'économie défaillante du régime Smith.

Djibouti : Les troupes françaises en état d'alerte

À la suite de bruits faisant état de mouvements de troupes en Somalie et en Éthiopie, les 5000 soldats des troupes françaises de la base militaire de Djibouti ont été mis en état d'alerte.

O.U.A. : LES DIVISIONS PERSISTENT

Le sommet des chefs d'État de l'Organisation de l'Unité Africaine qui s'est ouvert ce week-end, à Libreville au Gabon, est marqué par des difficultés persistantes dans la voie de l'unité africaine. En effet, la conférence ministérielle n'a pu résoudre aucun problème. La seule décision prise est grave : l'exclusion des débats de la République Sahraouie Démocratique, condition de la participation du Maroc. Alors que l'année dernière, le peuple sahraoui avait obtenu une aide significative de l'O.U.A., cette année, la question sera repoussée à un avenir incer-

O.N.U. : LE CONSEIL DE SÉCURITÉ POUR UNE AIDE AU MOZAMBIQUE

Le Conseil de Sécurité s'est réuni la semaine dernière pour examiner la plainte du Mozambique contre l'invasion des racistes de Rhodésie. Il a adopté une résolution réaffirmant le droit à l'indépendance du Zimbabwe, condamnant les attaques répétées et les menaces du régime Smith contre les pays frontaliers ainsi que le soutien ap-

porté par l'Afrique du Sud à la Rhodésie. La résolution prie «Tous les États de fournir immédiatement une assistance matérielle importante au gouvernement de la République populaire de Mozambique, pour lui permettre de renforcer sa capacité défensive afin de sauvegarder efficacement sa souveraineté et son intégrité territoriale».

CE QUE CONDAMNENT ET CE QU'EXIGENT LES GROUPES FEMMES

Dans un projet de «*Manifeste*» sur l'avortement et la contraception, la plupart des groupes-femmes se retrouvent d'accord actuellement sur les points suivants. Les groupes femmes condamnent le caractère restrictif de la loi Veil, et notamment :

● La restriction du droit à l'avortement, en ce qui concerne les mineures et les immigrées :

Selon la loi, une femme mineure ne peut se faire avorter qu'avec l'accord parental. C'est pour avoir avorté une mineure, Chantal, 17 ans, en 75, que les six militantes d'Aix ont été jugées deux ans plus tard.

Quant aux femmes n'ayant pas la nationalité française, elles doivent justifier qu'elles résident en France, dans des conditions régulières, depuis plus de trois mois, au jour de l'interruption de grossesse.

● La restriction du droit à l'avortement par l'argent.

● Les groupes exigent le remboursement par la sécurité sociale, pour l'avortement dont le prix dans les hôpitaux, est fixé aux environs de 800 F. Non seulement ce remboursement n'est pas prévu par la loi mais, une circulaire confidentielle de la sécurité sociale, adressée aux médecins en janvier 77, interdit le remboursement de tout acte médical en rapport avec l'avortement (analyses pré-interruption de grossesse, soins post-interruption de grossesse et même frais d'une transfusion de sang qui s'avérerait nécessaire). Les complications ne peuvent être prises en charge que trois jours après l'intervention (frais de séjour, flacon de sang, radios...). La vie de femmes qui disposent de peu de ressources peut être ainsi mise en péril. Les groupes femmes dénoncent, sur la base de ces faits scandaleux, le caractère de classe ouvertement affirmé de la loi Veil qui pénalise largement les femmes de la classe ouvrière et d'autres milieux populaires. La situation dans les hôpitaux publics, aggrave très durement cet état de chose.

● Les groupes dénoncent les restrictions apportées à la pratique de l'avortement dans les hôpitaux.

* Au nom de la clause «*de conscience*» contenue dans la loi Veil, les médecins peuvent refuser de pratiquer un avortement. Et les «*patrons*» des hôpitaux entravent par divers moyens l'activité des médecins qui pratiquent l'avortement et dont ils sont les supérieurs hiérarchiques.

A l'hôpital de Nantes, l'équipe médicale pratiquant les interruptions de grossesse ne pouvait jusqu'à présent obtenir ni anesthésiques, ni médicaments et en cas de complications, elle doit diriger les femmes sur les cliniques privées parce que l'administration refuse de porter secours aux «*avortées*».

A l'hôpital de Colombes, le «*patron*» de la maternité a fait construire un mur dans le service pour isoler le centre d'I.V.G. de la maternité, obligeant les femmes à passer par les sous-sols et les cuisines pour s'y rendre, obligeant les femmes qui avaient des complications à y repasser pour avoir droit aux premiers secours.

* Les centres d'interruption de grossesse, dans les hôpi-

taux n'existent fréquemment que sur le papier. Par exemple, à Paris, sur 23 hôpitaux disposant d'un service d'obstétrique ou de gynécologie, seulement 5 pratiquent des avortements. Durant le mois de janvier 77, sur 563 femmes qui s'étaient présentées à Paris au «*Mouvement français pour le Planning Familial*», pour une interruption de grossesse, 6 seulement ont été acceptées dans les hôpitaux.

Dans ces conditions, de nombreuses femmes doivent se tourner vers les cliniques privées et leur trafic financier (prix d'un avortement : jusqu'à 4 000 F). Par ce biais, la loi Veil renforce le privilège des femmes les plus aisées.

● Les groupes dénoncent la limitation de l'autorisation d'avorter aux dix premières semaines de la grossesse. A cause des multiples obstacles, de nombreuses femmes dépassent la limite des dix semaines alors que leur demande est souvent antérieure à huit semaines de grossesse.

● Les groupes dénoncent tout ce qui contribue à l'isolement des femmes face au problème de l'avortement :

* Ainsi, ils dénoncent la condition préalable à tout avortement, que constitue la délivrance d'une «*attestation d'entretien social*». Celui-ci, dans les conditions où il est actuellement pratiqué est un moyen considérable de pression dont dispose le corps médical vis-à-vis des femmes, et de leur liberté de décision. «*Nous refusons*», disent les groupes, «*d'être obligées de consulter un psychiatre ou un psychologue pour pouvoir avorter, ce qui maintient dans la conscience des femmes et de l'opinion publique, que si une femme refuse d'avoir un enfant, elle est «anormale».*»

* Les groupes femmes exigent la possibilité pour les femmes d'être accompagnées par d'autres femmes, par un collectif ou toutes personnes choisies par elles, dans le but précis d'exercer un réel contrôle sur la préparation et le déroulement de l'intervention.

* Les groupes exigent la possibilité pour toutes les femmes de choisir la méthode qu'elles estiment leur convenir le mieux.

Selon les cas, les centres prévus dans les hôpitaux, soit ont un équipement déficient, soit pratiquent l'anesthésie à tout prix. Les groupes réclament que tout le personnel médical soit formé à la méthode Kaman sans anesthésie (couramment pratiquée en Chine).

● Les groupes réclament aussi que dans la période ne dépassant pas huit semaines de grossesse, l'avortement puisse être pratiqué, dans les hôpitaux et sous contrôle médical, par tous ceux qui ont suivi des cours de formation, avec le contrôle des groupes.

● Les groupes femmes revendiquent la création de centres d'orthogénie, dans les quartiers et sur les lieux de travail, c'est-à-dire des centres où soit organisée une information sur la contraception, l'avortement, la naissance, la sexualité, des consultations médicales juridiques et où soient organisés des débats par les consultantes qui devraient contrôler collectivement les centres.

«Pas de libération des femmes sans socialisme
Pas de socialisme sans libération des femmes»

LE «MOUVEMENT» FACE A LA LOI VEIL

Une enquête de Jean-Paul GAY

La loi «nataliste» de 1920 sur l'avortement, mise au point par la bourgeoisie au lendemain de la boucherie impérialiste de 14-18, et interdisant l'avortement en France, sous peine de prison, a été maintenue en l'état pendant plus d'un demi-siècle, avant d'être abrogée en 1975 par le pouvoir giscardien. Cette année, proclamée «année internationale de la femme» par les Nations-Unies aura été l'occasion pour le gouvernement français de faire assaut de démagogie vis-à-vis des femmes. La loi Veil, «libéralisant» l'avortement, a été une des pièces maîtresses du visage «libéral» qu'entendait se donner la politique giscardienne. En faisant voter la loi par la totalité de la gauche alors que les 2/3 de l'UDR, les 2/3 des RI et la moitié des réformateurs s'y opposaient, Giscard avait pu se donner une allure «indépendante» vis à vis de la droite, d'autant que la loi Veil ne faisait que picorer dans le programme commun qui, par exemple, pas plus que la loi giscardienne, n'a jusqu'à présent mentionné le remboursement des frais d'avortement par la sécurité sociale.

Mais, du point de vue du pouvoir, la loi Veil aura porté ses fruits puisqu'elle a réussi jusqu'à un certain point à désamorcer la lutte du mouvement des femmes qui, sur la question de l'avortement, avait pris pour la première fois un caractère réellement populaire et de masse ; une des composantes importantes du mouvement, les centaines de groupes de base du MLAC, s'est pour l'essentiel disloquée après l'adoption de la loi Veil.

Cela s'explique sans doute en partie par la fragilité encore grande des liens du mouvement avec les femmes de la classe ouvrière : celles-ci, les plus défavorisées par la loi Veil, ne pouvaient alors peser suffisamment en faveur de la poursuite du

mouvement, quoiqu'elles y aient intérêt. Pour prendre l'obstacle financier (qui n'est qu'un des obstacles) : le prix de l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) qui est de 800 francs en hôpital (beaucoup plus en clinique), s'il peut paraître encore abordable pour certaines catégories de la petite-bourgeoisie, peut être un obstacle insurmontable pour une famille ouvrière.

Aujourd'hui, le renforcement du courant «lutte de classe» au sein des groupes femmes, la volonté exprimée de se situer dans le cadre de la lutte contre le système capitaliste, amènent ceux-ci à reposer avec force la question de l'avortement, d'autant que la loi Veil a fait suffisamment ses «preuves». De plus, les attaques du pouvoir se multiplient contre la «libéralisation» par le biais de la menace de fermeture de la clinique des Lilas à Paris (qui pratique des avortements dans des conditions satisfaisantes), du procès intenté au MLAC d'Aix ou de la campagne du professeur Soutoul, proche du RPR et initiateur d'un prétendu «Comité national pour la régulation des naissances» (qui se fixe pour but : «l'ajustement de la loi Veil par création de quelques freins et contrôles supplémentaires non prévus dans le texte initial».

Ces menaces contribuent à la relance de la mobilisation des groupes femmes sur la question de l'avortement et de la contraception, d'autant plus que se rapproche le terme de la loi Veil qui, rappelons-le, n'a été votée que pour 5 ans, la loi de 1920 étant seulement suspendue jusqu'en janvier 1980. Des mouvements d'ampleur, à l'initiative des groupes femmes, pour l'avortement libre et gratuit, sont probables d'ici cette date, sous réserve de la tactique démagogique (et répressive) dont peut user la gauche dans ce domaine, si elle arrive au gouvernement en 78.

AU DELA DE LA REVENDICATION IMMEDIATE...

En 1974, le nombre d'avortements en France était généralement estimé à 800 000. Les femmes, mères de famille des milieux populaires, en représentaient la plus grande part. Les avortements pratiqués clandestinement et, pour les femmes isolées, dans des conditions déplorables, étaient d'abord le résultat des conditions de vie difficiles qui sont imposées à la classe ouvrière et à d'autres catégories du peuple, où l'on se voit contraint à renoncer à mettre au monde même des enfants qui auraient été désirés si les conditions matérielles l'avaient permis. Résultat aussi d'un manque d'information sur la contraception, tandis qu'une large partie de la bourgeoisie cultive, par une propagande hostile, les préjugés contre toute maîtrise consciente de la sexualité.

Les chiffres officiels de 75, première année de la loi Veil, donnent : 45 000 avortements légaux. Les groupes femmes n'ont pas encore réalisé une enquête systématique sur ce point. Sans doute un nombre important d'avortements ne sont pas publiquement déclarés, notamment parce que les cliniques privées, attirées par le gain d'argent que cela représente dans les conditions actuelles, se sont transformées en «avortoirs» à la chaîne. D'autre part, une femme sur cinq qui demande l'interruption de grossesse est encore dirigée vers un pays étranger. Mais, comme le déduit le groupe femmes du Crédit Lyonnais, un très grand nombre de femmes, principalement de la classe ouvrière, sont sans doute encore con-

traintes en 77 d'avoir recours à l'avortement clandestin et dangereux. Comment pourrait-il en être autrement vu les conditions fixées par la loi Veil, les déficiences de l'information sur la contraception et dans le même temps, les conditions de vie qui s'aggravent pour les masses populaires, restreignant d'autant la possibilité pour une femme de choisir de mettre au monde de nouveaux enfants.

La revendication de l'avortement libre et gratuit reste aujourd'hui d'une brûlante actualité parce qu'elle correspond à une grave préoccupation immédiate des fem-

mes du peuple. Mais en agissant pour cette revendication, le mouvement des femmes a mis en avant plus qu'un problème immédiat à résoudre : c'est aussi le statut, la fonction sociale même de la femme dans notre société qui est en cause.

Le mouvement autonome des femmes estime en effet à juste titre qu'il faut combattre l'image de la femme «*machine à reproduire*». La prise en charge «privée» de nombreux enfants, mais également des grossesses trop fréquentes et non «programmées», vécues comme une fatalité, sont bien

des obstacles objectifs à une activité professionnelle, sociale, politique des femmes qui seraient égales à celle des hommes ; et sans doute une société socialiste, outre la socialisation de l'éducation des enfants et la résolution des problèmes matériels devra tenir compte de cela pour ce qui est du nombre de grossesses dans la vie d'une femme. La «sécurité» matérielle procurée aux travailleurs par le socialisme ne justifiera certes pas ce souhait d'un «patron» de la médecine de Bordeaux, aux idées très «natalistes» qui déclare : «*Une femme mariée ne doit pas avoir ses règles*».

A travers la lutte sur l'avortement, c'est donc une certaine image des femmes réduites à leur fonction de maternité, image entretenue par la société capitaliste que le mouvement des femmes remet en cause.

Par ailleurs, en contraignant à la prise en charge directe de l'avortement par des groupes non «spécialisés», non formés d'experts médicaux, la bourgeoisie a amené le mouvement autonome des femmes à mettre en avant un problème que celui-ci appelle «la démedicalisation» de l'avortement, de la contraception, de la grossesse, de l'accouchement. Au-delà d'une vision utopique consistant à nier l'apport nécessaire de médecins, de spécialistes expérimentés, c'est aussi la question de la coupure traditionnelle dans la société capitaliste entre médecins «qui savent» et patients, femmes ou hommes du peuple contraints à la passivité, qui est mise en cause.

2 ANS APRÈS La «solution» c'est encore l'Angleterre



Gare du Nord, à Paris le 26 mars dernier : manifestation en soutien à des femmes contraintes de partir en Angleterre, pour une interruption de grossesse.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 49^e épisode
copyright Édition Denoël

— Salut, me dit-il. Vous êtes la nouvelle?
— Elle est quand même là depuis une quinzaine, fit remarquer le régleur.
— C'est le onzième jour, dis-je.
— Je suis le délégué syndical.
— Ça m'intéresse.
Et je lui fis un grand sourire.
— Vous m'écrirez votre nom et demain je vous ferai passer la carte et le timbre.
— Faut-il régler tout de suite?
Il se mit à rire.
— A la paye, si ça vous arrange. Vous venez d'où?
— J'étais en province.
Les hommes arrivaient. Nous avançâmes. Je lui parlai de mon frère. Il me dit qu'il le connaissait, que c'était un coriace.
Daubat, qui arrivait, me donna une tape amicale sur l'épaule.

— Bonjour, la demoiselle... Un conseil. Vous êtes gentille tout plein et sérieuse, bien comme il faut. N'allez pas vous mettre dans les pattes d'un syndicat. Et ne parlez pas trop avec les Algériens. Bonne journée!

Les moteurs se mirent en marche et le grand serpent mécanique recommença à nous dévorer. J'entraî dans une voiture. Arezki, le camarade de Mustapha, vissait déjà. Il se tourna vers moi.

— Je viens de poser le rétro dans la voiture d'avant. Si vous l'avez contrôlée hier au soir, vous ne l'aurez pas trouvé.
— C'est vrai. Merci.

Arezki travaillait très vite et s'arrêtait de temps en temps. Ce matin-là, il cherchait Mustapha des yeux. Je m'inquiétai aussi et le croquis du journal me revint en mémoire. L'avait-on fait descendre dans une cave? Y faisait-il descendre les autres?

Je regardai tour à tour chacun des hommes qui travaillaient autour de moi. Arezki avait un visage grave, il parlait peu.

Enfin surgit Mustapha. Il n'était pas déshabillé. Il portait un pardessus à gros chevrons noirs et blancs.

— Bonjour, lança-t-il très fort.

Arezki paraissait mécontent.

Le chef d'équipe s'approcha.

— Alors, qu'est-ce que tu fais là? Qu'est-ce qui t'est arrivé?

— Je me suis endormi! cria-t-il.

— File au vestiaire et reviens vite. Tu seras sanctionné. Allez ouste...

— Doucement, dit Mustapha.

Et, très digne, il descendit et se dirigea vers les machines.

Bernier, à contrecœur, se mit à clouer quelques srapons. Les blouses blanches se promenaient à travers l'atelier, il fallait se mettre à couvert, elles pouvaient venir de ce côté-ci.

Mustapha revint et Bernier lui tendit son marteau.

— Tiens. Et ta caisse est dans la voiture. Mais ta prime, elle a sauté.

— Oh, fit Mustapha dédaigneusement, j'attends pas après.

Il portait un gros chandail bleu et blanc; je ne lui avais jamais vu de treillis ni de combinaison de travail. Aucun des Algériens qui étaient à la chaîne n'en portait. Ils travaillaient le plus souvent en veston de tweed sur des blue-jeans graisseux. Arezki avait un polo noir dont il relevait les manches.

(à suivre)

Programme télé

LUNDI 4 JUILLET

TF 1

13 h 00 - TF 1 Actualités
13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Rigolboche film dramatico-musical
17 h 00 - Le club du lundi
17 h 30 - Spécial vacances jeunes
19 h 00 - Graine d'ortie
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - TF 1 Actualités
20 h 30 - Les inconnus dans la ville policier américain
21 h 55 - La part de vérité : Maurice Clavel
TF 1 Actualités et fin des émissions

15 h 55 - Aujourd'hui magazine
18 h 35 - Vacances avec Mathilda
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - Détours de France
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Alain Decaux raconte
22 h 55 - L'huile sur le feu
23 h 35 - Les nouvelles et fin des émissions

A 2

13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Bergeval et fils
14 h 00 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - Arsène Lupin

FR 3

18 h 45 - La chronique du mois
19 h 05 - Sports 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 Actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Don Camillo en Russie
22 h 10 - FR 3 Actualités et fin des émissions

je souscris pour
les 10 millions
dès aujourd'hui
... F

PAR CCP - CHÈQUE BANCAIRE - VIREMENT - MANDAT :
QUOTIDIEN DU PEUPLE, CRÉDIT LYONNAIS
AGENCE 24 470 - Compte 7713 J

ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Manifeste pour le Socialisme 8 F + 2 F de port

Le N° 4 est sorti



● Dossier : les employés face à la crise

● La Sécurité Sociale

Passer les commandes :
BP 80 75 922 Paris Cedex 19
Le N° 3 F
Abonnement 12 numéros 30 F
CCP 98 64 18 Z Paris

TÉLÉPHONEZ

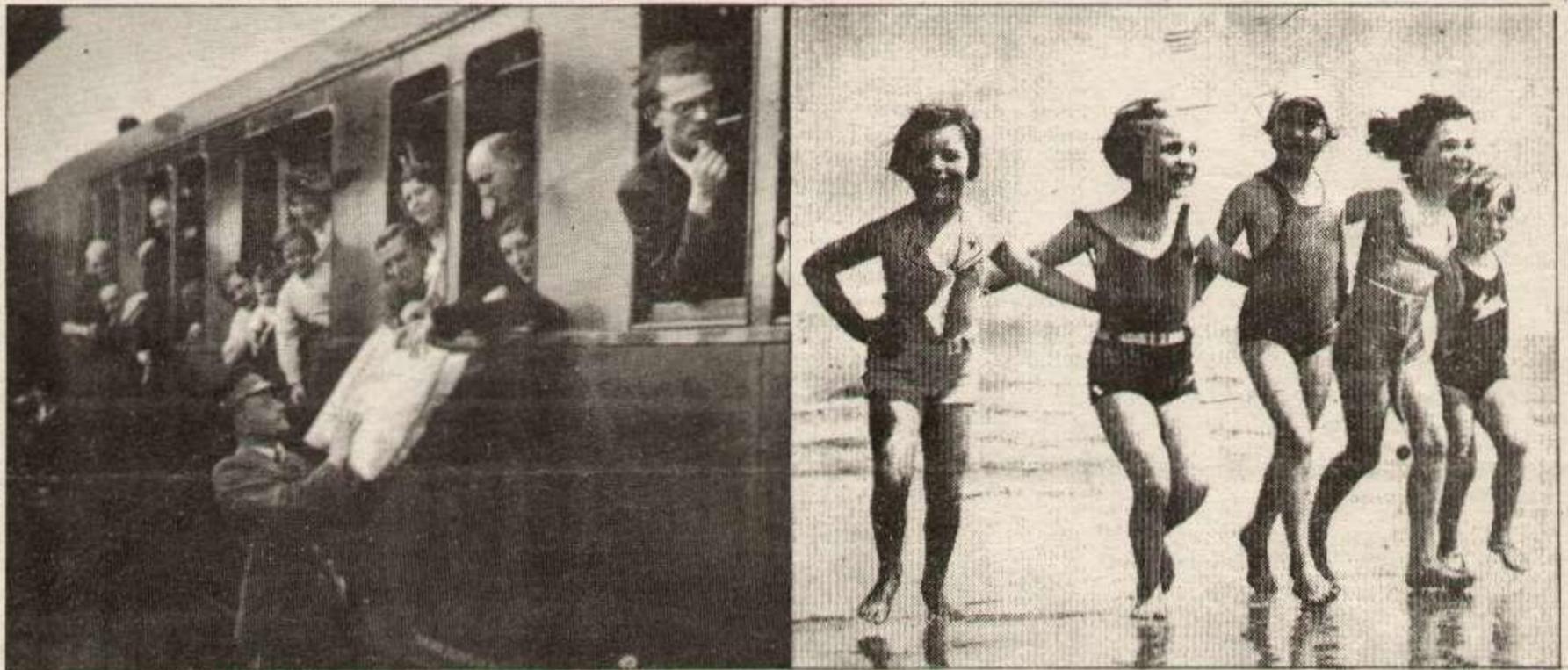


AU
QUOTIDIEN

636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



LA CONQUETE DES CONGES PAYES

Comme chaque année, on va de nouveau annoncer que tous sont en vacances et «Bison Futé» va être à la une des journaux. Comme si les vacances étaient synonymes de trêve sociale. Comme si la classe ouvrière, depuis toujours, séparait le droit aux loisirs et au repos de sa lutte contre l'exploitation.

En fait, il n'en fut jamais rien. Toute l'histoire des conquêtes ouvrières en matière de loisirs et de repos est profondément liée à

l'histoire générale du mouvement ouvrier. En même temps qu'elle luttait pour, dans l'immédiat, vendre plus cher sa force de travail, la classe ouvrière cherchait aussi à obtenir les conditions les meilleures pour la reproduction de cette force en attendant l'abolition du capital. Aussi cette lutte revêtit-elle deux aspects : une réduction quotidienne ou hebdomadaire du temps de travail ; l'obligation d'un repos hebdomadaire et annuel, ainsi que la possibilité de prendre

en main l'organisation de ses loisirs. C'est le refus massif de l'aliénation du travail : dans la seconde moitié du 19^e siècle, le prolétariat n'accepte plus de répéter ce que dit le vieil ouvrier dont parle Lafargue dans «*La religion du Capital*» : «*Après la mort, le capital me laissera m'asseoir et me délasser. Je ne souffrirai plus ni du froid, ni de la faim ; je n'aurai plus à m'inquiéter ni du pain du jour, ni du pain du lendemain. Je jouirai du repos éternel de la tombe.*»

C'est dans leur vie-même de prolétaires, que les ouvriers veulent obtenir un droit aux loisirs, tout en sachant que la véritable organisation du travail ne viendra que de la Révolution. Ainsi, dès 1848, les ouvriers obtinrent que la journée de travail soit limitée à 10 heures à Paris (11 en province). Après la sanglante répression des mouvements populaires de juin 1848, novés dans le sang, la bourgeoisie fixait à 12 heures le travail quotidien maximum, mais distribuait dans le même temps, des dispenses patronales, au point qu'en 1890 et, parfois même, en 1914 encore, les ouvriers de certains secteurs, ainsi que les employés des grands bazars pouvaient travailler 15 heures et plus, selon les saisons. La résistance ouvrière s'organise, notamment en freinant la production. La bourgeoisie réagit en introduisant les premiers salaires aux pièces.

L'ESCLAVE DE 8 ANS

Le combat que mène la classe ouvrière pour la réduction du temps de travail trouve un certain écho dans la bourgeoisie : celle-ci est consciente des risques qu'elle court, si elle ne laisse pas à la classe ouvrière le temps de refaire sa force de travail. Aussi accepte-t-elle de limiter le travail des enfants et des femmes : dans les deux cas, il s'agit d'une mesure à long terme. En faisant disparaître des fabriques «*l'esclave de huit ans, déjà voûté, déjà phytisque*» que Pottier décrivait, la bourgeoisie espère, en ne mutilant pas les enfants de la classe ouvrière, pouvoir mettre au travail, plus tard, des ouvriers adultes à même de supporter les conditions des bagnes capitalistes. Car la bourgeoisie se refuse toujours à réduire le temps de travail des ouvriers, voire même à leur accorder des temps de loisirs.

Quand l'Internationale, à ses débuts, dénonce les heures supplémentaires et le travail de nuit (abolis par la Commune de Paris) et demande à la classe ouvrière



de lutter pour avoir la possibilité de consacrer du temps à son épanouissement intellectuel et physique (revendication reprise par les ouvriers américains dans la lutte pour les huit heures), la bourgeoisie française réplique par les lois scolaires : l'épanouissement intellectuel de la classe ouvrière est ramené à une éducation discriminatoire des enfants de prolétaires dont l'alphabétisation est nécessaire par la qualification requise par le développement technique du capitalisme.

LA JOURNEE DE 8 HEURES

Ce qui n'empêche pas la classe ouvrière de poursuivre son combat pour le droit au repos et aux loisirs. Cette

lutte est marquée, en 1883, par la parution du grand pamphlet de Paul Lafargue «*Le droit à la paresse*».

De fait, ce pamphlet brillant, et parfois même paradoxal, devait amener les organisations ouvrières d'alors à intégrer dans leur combat de classe la revendication du droit au repos et aux loisirs, bien que Lafargue n'ait eu de cesse de souligner que ce droit n'est véritablement acquis que sous le socialisme. Les revendications de la classe ouvrière portèrent alors sur le repos hebdomadaire obligatoire et sur la journée de huit heures. Les huit heures furent accordées en 1909 officiellement (en fait, en 1919), pour certaines branches seulement, et trois ans auparavant, la classe ouvrière avait obtenu un jour de repos hebdomadaire. Ce ne fut qu'une étape

dans la lutte de la classe ouvrière. Elle chercha à obtenir des congés payés, et seules les grèves massives de 1936 lui permirent de remporter cette victoire. Les quinze jours de congés payés s'ajoutaient alors à la réduction du travail à 40 heures par semaine. Très vite, la bourgeoisie revenait sur les 40 heures et la guerre l'empêcha de s'attaquer aux congés payés.

LES CONGES PAYES

Depuis lors, la bourgeoisie a centré ses coups sur un autre terrain. Ne pouvant retirer à la classe ouvrière sa journée de huit heures et ses semaines de repos, elle a occupé le terrain des loisirs. Elle a tiré la leçon du Front Populaire : dans l'euphorie de la victoire, les syndicats avaient organisé les congés payés et, avec eux, certaines fractions social-démocrates de la bourgeoisie (avec Léo Lagrange) avaient cherché à structurer les loisirs de la classe ouvrière. Localement, en 1936, celle-ci prit réellement en main l'organisation de ses loisirs. Depuis, la bourgeoisie a multiplié les associations prétendument récréatives, destinées à empêcher le prolétariat d'organiser dès maintenant ses loisirs : le tourisme social est le plus souvent un tourisme de misère, avec une division géographique des aires touristiques reflétant les divisions de classe, rabattant les prolétaires vers des zones touristiques spécifiques et réservant des régions entières à leurs exploiters : la Côte d'Azur du riche n'est pas le Centre ou la Bretagne du pauvre. En intervenant directement dans les loisirs de la classe ouvrière, la bourgeoisie cherche à couper les loisirs — ou ce qu'elle baptise ainsi — des luttes. Elle tente de détourner un potentiel d'émancipation qui n'échappait pas à Lafargue, qui appelait la classe ouvrière à se dresser pour ce qu'il appelait le «*droit à la paresse*», droit à la réflexion idéologique et à l'organisation politique, en vue de l'émancipation sociale.

C. NOEL